

CE MONDE QUI BOUGE

Régression arabe ou le développement du sous-développement

Par Hassane Zerrouky



A l'occasion de la parution de son dernier roman, *Le Coffre des secrets*, l'écrivain libanais Elias Khoury, qui dirige les pages culturelles du quotidien libanais *An-Nahar*, était l'invité de la radio France Inter(1). De son entretien sur les ondes de cette radio, l'écrivain a, entre autres, évoqué la situation du monde arabe.

De la régression dans laquelle il se trouve. Venant de la part d'un écrivain qui a été de tous les combats — il a même été membre du Fatah dans les années soixante-dix — son constat n'a rien de surprenant.

Le magazine littéraire *Lire* écrit que Khoury s'identifie à son «grand maître» Abou Hayyân al-Tawhidi (922-1023), philosophe, poète, musicologue, qui a appartenu à l'école de pensée rationaliste des mutazilites dans le Bagdad de l'ère des Abbassides, et qui, selon Khoury, «a brûlé ses livres et les a jetés dans la rivière, parce qu'il désespérait d'une époque qui faisait son malheur».

Désespéré. En effet, c'est sous l'ère des Abbassides que le monde arabe et musulman avait atteint son apogée avant de plonger dans la régression et subir toutes les dominations.

Toutes choses égales par ailleurs, il connaît aujourd'hui une régression similaire, peut-être en pire, parce qu'à l'âge de l'Internet, ceux qui dirigent les pays arabes et islamiques n'ont aucune excuse.

Désespérés car les intellectuels, les journalistes, les hommes de progrès ne cessent d'alerter sur la situation de nos pays. Mais ils ne sont pas écoutés.

Les systèmes qu'ont imposé ces régimes par la contrainte, basé sur l'illusion que les pays arabo-islamiques peuvent avancer sur les seules qualités d'un président à vie, systèmes où l'accès aux ressources est fonction du degré d'allégeance, où l'inégalité sociale a atteint un seuil insupportable, ont atteint leurs limites historiques.

Non seulement, ces régimes freinent des deux fers toute possibilité d'exigence de démocratie et de liberté, mais ils pensent qu'en se dotant d'une légitimité religieuse, s'offrant pour certains dirigeants une «omra», ils ont fait l'essentiel. Aussi croient-ils qu'en régulant les sociétés qu'ils dirigent par des interdits et des limitations religieuses de toutes sortes, ils sont en phase avec leurs peuples. De fait, cette démarche à courte vue nourrit un islamisme qui, lui, a renoncé à la prise du pouvoir par la violence. Ce dernier, qui a réussi à piéger ces régimes, les met aujourd'hui face à leurs propres contradictions.

L'islamisme ne se contente plus de beaux discours, des espaces que ces régimes lui ont concédé, du fait que le religieux imprègne de plus en plus la vie publique, les médias lourds, de la censure exercée sur les écrivains et les intellectuels, il veut davantage, il se veut le gardien d'un ordre moral d'une époque qui n'a existé que dans son imaginaire rétrograde, il exige le droit de contester tout ce qui est contraire à sa vision du monde.

La conséquence de cette situation terrifiante pour l'avenir de ces pays, c'est l'exil des élites vers cet Occident que l'on stigmatise, ce sont ces milliers de harraga, c'est le développement du sous-développement.

Comme toutes les sociétés de cette planète, les sociétés arabes et islamiques sont demandeuses d'égalité sociale, de justice, de liberté et de démocratie. Les régimes en place ne peuvent indéfiniment refuser le droit à la citoyenneté socio-politique à leurs administrés en recourant au religieux pour ne pas assumer leurs responsabilités.

Ainsi que le signale le PNUD, cette citoyenneté «n'est pas un luxe mais une condition démocratique» du développement. Et dans cette perspective, le recours au religieux ne sera d'aucun secours.

H. Z.

(1) Elias Khoury, *Le Coffre des secrets*, édition Actes Sud Paris 2009, traduit de l'arabe par Rania Samara..

FIN DE LA MIXITÉ DANS DEUX RÉSIDENCES UNIVERSITAIRES DE BOUMERDÈS

Protestation estudiantine

Un collectif estudiantin a déclenché, depuis samedi, une action de protestation s'étalant sur plusieurs jours, pour dénoncer une réaffectation des chambres de deux cités universitaires qui étaient jusque-là mixtes.

Le dernier carré de la mixité, au sens noble du terme, dans les cités universitaires de la wilaya de Boumerdès sera «éradiqué» dès cette rentrée. Ce qui motive les étudiants à engager un bras de fer avec la Direction des œuvres universitaires de Boumerdès, auteur de cette initiative.

Dans ce dossier, la résistance de ce groupe d'étudiants et d'étudiantes des cités de l'ex-INH et de l'ex-INIL contre la décision de la Direction des œuvres universitaires (DOU) de Boumerdès est émouvante. Certificats médicaux descriptifs délivrés par l'hôpital de Thénia en main, (nous détenons les deux copies) deux étudiants de ce collectif font état d'agressions physiques de la part des vigiles du campus sud (ex-INIL) de l'université de Boumerdès.

D'ailleurs, lors de notre passage au foyer estudiantin de l'INH, où une action de protestation s'organisait, les deux victimes n'ont pas manqué de nous montrer les séquelles des agressions. «De l'intérieur, j'allais ouvrir le portail pour aider mes camarades à entrer lorsque les agents de sécurité se sont rués sur moi», dira Zoheir qui cite le pré-

nom d'un de ces agents, lequel, précise-t-il, est réputé pour sa violence et a fait l'objet de plusieurs rapports. La victime ajoutera : «Un agent barbu m'a dit d'un air très menaçant : si j'avais une klash, je tirerais sur vous !» Le second étudiant victime des vigiles abonde dans le même sens sur le climat de violence. Cela s'est passé samedi. Les deux étudiants ont porté plainte. «Première nouvelle ! Je ne suis pas au courant de ces agressions», dira plus tard M. Bouyahiaoui, directeur de la DOU de Boumerdès, en réponse à notre question sur ces agressions. Au foyer, où s'organisait, lundi, la protestation, Cheikha et Fatiha, étudiantes en deuxième année à la faculté des hydrocarbures et originaires de Djelfa, signaient la pétition.

«Nous refusons de quitter la résidence de l'INH pour aller résider à l'INIL», protestent-elles. Les opposants au transfert des filles vers l'ex-INIL et des garçons vers l'ex-INH a commencé en juin. «Ayant eu vent de ce programme de changement de résidence, nous avons réuni 585 signatures pour rejeter la réservation exclusive de la

résidence INIL aux filles. Paradoxalement, la majorité des signataires sont justement des filles. Mais l'administration de la DOU n'en a pas tenu compte», dit un membre de l'association de ladite résidence, qui assure, par ailleurs, que les organisations estudiantines, à l'exception de l'UGEL, connue pour son allégeance au parti islamiste MSP, soutiennent cette protestation. Il y a lieu de rappeler que les résidents dans les deux cités mixtes sur les 5 non mixtes sont séparés par l'affectation par sexe des pavillons.

Pour les frondeurs, les problèmes qui se posent dans les cités universitaires sont liés à la bonne gestion des moyens affectés par l'Etat aux étudiants. Pour rappel, les opposants à cette décision, qu'ils considèrent comme une interdiction de la mixité dans les cités universitaires de Boumerdès, ont envahi le rectorat et d'autres services pour fustiger cette action qu'ils voient comme une démarche ayant un soubassement à caractère idéologique.

«Je comprend l'inquiétude de ces étudiants, mais cette réorganisation de l'hébergement nous a été dictée par des impératifs de gestion et aussi dans le but de sécuriser les jeunes filles. Par ailleurs, faut-il le préciser, l'étudiant a le droit de réclamer la qualité de l'hé-

bergement mais nullement celui de choisir son lieu de résidence», dira la directrice Chaffika Kesri lors du point de presse qu'elle a animé ce mardi pour faire le bilan des préparatifs de la rentrée universitaire.

La patronne de l'université clame son refus d'aborder cette affaire sous l'angle politique et rappelle que la mixité existe dans les autres structures universitaires, notamment les amphithéâtres, les bibliothèques, et ne sera pas, selon elle, de sitôt interdite. Lors de ce même point de presse, M. Bouyahiaoui a assuré qu'il assume entièrement cette décision qui fait partie d'un programme entamé en 2005 et qu'elle a été prise dans le cadre de la bonne gestion des moyens d'hébergement et de la sécurité des filles.

«Les étudiants et les étudiantes ne peuvent pas s'ingérer dans mes prérogatives, comme ils ne peuvent pas choisir le lieu de résidence», affirmera-t-il.

Les deux responsables ne cessaient de clamer leur bonne foi. Ceux qui les connaissent n'ont aucune raison de douter de leur sincérité, mais les convoitises politico-idéologiques non dissimulées des islamistes sur l'université algérienne, la réalité sur le terrain et la politique générale du gouvernement algérien mettent à mal cette bonne foi.

Abachi L.

ILS REMPORTAIENT MASSIVEMENT LES CONCOURS DE MAGISTÈRE ORGANISÉS PAR L'UNIVERSITÉ

Les énarques victimes de discrimination à l'université

Y a-t-il une volonté de casser l'élan des énarques ? Les diplômés de l'Ecole nationale d'administration (ENA), pépinière par excellence des cadres de l'Etat, seraient-ils tombés en disgrâce avec les staffs universitaires depuis que l'ENA est sortie du giron du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, en 2005.

Autant dire que leurs diplômes ne leur ouvrent plus droit à se porter candidat aux concours d'accès aux études de post-graduation organisés par l'université, surtout à Alger où ils préfèrent postuler le plus. Pourtant, les énarques réussissaient massivement dans ces concours et remportaient à eux seuls une bonne partie des postes proposés à ce niveau de la formation.

A titre d'exemple, la filière des sciences politiques et des relations internationales a vu, l'année dernière, alors que les énarques tentaient leurs dernières chances avant que le conseil scientifique de la faculté des sciences politiques et de l'information d'Alger ne décide de ne plus accepter leurs candidatures, les diplômés de l'ENA remporter 16 postes sur les 48 proposés par cette faculté, toutes spécialités confondues, à savoir diplomatie et coopération internationale, politiques publiques, stratégie et gestion des ressources humaines.

De la «jalousie», selon un énarque en colère :

«16 énarques en plus d'un nombre important de diplômés des autres universités d'Algérie ont réussi l'examen l'année dernière. Le staff universitaire de cette faculté craint désormais un scénario catastrophe puisque les étudiants issus de cette faculté ne peuvent concurrencer les autres dans le cadre d'une compétition transparente.»

En excluant les énarques de ce concours, le conseil scientifique de ladite faculté n'a pas donné de justification, que ce soit d'ordre scientifique ou pédagogique.

A la faculté de droit d'Alger, l'on assiste à une autre forme de discrimination. Dans ce dernier refuge des énarques où le conseil scientifique les a autorisé à passer le concours dans la spécialité Etat et institutions publiques, ils sont plutôt soumis à la «ségrégation».

Dernière invention dans l'organisation des concours d'accès aux études de postgraduation : exiger des énarques, contrairement aux étudiants de cette faculté et autres de droit du pays, une attestation de bonne conduite (voir le site web de la faculté en question) !

Un écueil bureaucratique insensé dans la mesure où les diplômés de l'ENA sont des élèves brillants qui ont déjà été soumis au crible avant d'accéder à l'école qui exige une moyenne au bac supérieure à 14/20 et où les élèves sont régis par un règlement intérieur des plus stricts ?

Aberant lorsqu'on sait que les résultats de la session 2005-2006 ont révélé que sur les 30 admis aux études de magistère dans la spécialité Etat et

institutions publiques, 20 sont des énarques.

Du «nihilisme», selon un autre énarque qui renchérit, non sans amertume : «Ils ont poussé le ridicule jusqu'à nous exclure de la bourse de recherche accordée dans le cadre d'un protocole de coopération liant la faculté de droit d'Alger à celle de Nice (France). Cette bourse de six mois offre seulement aux bénéficiaires la possibilité d'utiliser la bibliothèque et d'exploiter le fonds documentaire de la faculté de Nice. Et ils ne sentent aucune honte en le mentionnant dans l'annonce affichée à cet effet à l'intérieur de la faculté. Une aberration qu'ils justifient par le fait que les étudiants ayant effectué leur formation de base à l'ENA ont des postes d'emploi, contrairement aux collègues issus de la faculté de droit qui se trouvent pour la plupart au chômage. Et puis ce n'est pas vrai, parce que beaucoup d'entre eux, voire la majorité, travaillent comme nous.»

En un mot, ils adoptent des critères de sélection qui n'obéissent à aucun ordre de mérite et renseignent sur les conditions dans lesquelles se déroule l'organisation des études dans cette faculté où l'on favorise la «médiocrité, selon un barème des plus obscurs». Ceux qui ont tenté leur chance à la faculté des sciences économiques d'Alger ne sont pas en reste puisque, sans justification aucune, cette faculté a fermé ses portes aux énarques depuis que l'ENA a changé de tutelle en 2005. Les universités ont-elles vraiment envie de former des diplômés de qualité ?

Lyas Hallas

TROISIÈME JOUR DU PROCÈS DE L'AFFAIRE OAIC

Des peines de 1 à 7 ans de prison requises

A la grande surprise, le représentant du ministère public a requis, hier, dans l'affaire de l'OAIC jugée par le tribunal d'El-Affroun, des peines allant de 1 à 7 ans de prison ferme assorties d'amendes atteignant 1 million de dinars.

La peine la plus élevée demandée par le procureur concernait le directeur général de l'OAIC, M. Kacem Mohamed. A l'endroit de ce dernier, le représentant du ministère public n'a pas été tendre. Il lui endossa toute la responsabilité quant aux dommages causés.

Le représentant du ministère public alla jusqu'à lui endosser la faillite des ERIAD à travers le territoire national, l'accusant même de ne pas avoir assumé comme il se doit ses responsabilités quant à l'approvisionnement journalier en denrées alimentaires des 36 millions d'Algériens.

«Plusieurs familles dont le père ou la mère travaillaient à l'ERIAD vivent

aujourd'hui dans le dénuement à cause de votre mauvaise gestion. Les instructions du gouvernement étaient pourtant claires à ce sujet : vous deviez favoriser l'ERIAD. Et vous venez aujourd'hui me dire que vous avez sauvé l'OAIC !», tonnera le procureur à l'adresse de M. Kacem.

Sans pour autant démontrer les éléments délictueux, il soutiendra que le manque à gagner accusé par l'OAIC à cause des rabais accordés au groupe SIM a atteint 67 millions de dinars, pour la période allant de 2004 à 2007. «Et pourtant, le DG de l'OAIC arguait qu'il y avait un excédent de blé justifiant ce rabais et que c'est à la faveur de SIM que l'office avait été sauvé», dira le pro-

cureur. Le représentant du ministère public abordera le cas du pesage. Pour lui, les pertes estimées à 25 000 tonnes sont dues aux mauvaises balances manuelles. «Pourquoi des solutions pour un bon pesage ont été trouvées en 2007, à savoir juste après le déclenchement de l'enquête ?», se demandait le procureur. Il déplora, par ailleurs, l'absence des experts qu'il accuse de ne pas avoir approfondi leurs recherches. «Je suis responsable de ce que j'avance», martèlera-t-il. En effet et avant le réquisitoire du procureur, le juge avait fait une lecture des deux expertises contenues dans le dossier. En prenant connaissance de leur contenu, tout laissait présupposer que le groupe SIM n'avait «commis aucune infraction vis-à-vis de la loi».

En conclusion de celles-ci, il n'y avait aucun dépassement dans les quotas. Mieux, il est nettement inscrit que

ceux-ci étaient en deçà des capacités de production du groupe SIM.

Dans les expertises, il est également fait état que SIM n'était pas le seul meunier à bénéficier de rabais mais que d'autres aussi bien privés qu'étatiques dont l'ERIAD ont en été privilégiés. C'est dire combien le patron du groupe SIM a été mêlé au lot de prévenus contre lesquels il a été demandé des peines de 5 ans de prison ferme assorties d'amendes de 1 million de dinars, ainsi que la saisie des biens. Et ce sur la base de l'article 26 du Code pénal concernant l'octroi d'avantages injustifiés dans les marchés publics.

C'est Me Djamel Boulefrad qui a ouvert les plaidoiries pour son client Kacem Mohamed, le DG de l'OAIC. Elles devaient se terminer aux environs de minuit et le verdict devrait être connu la semaine prochaine.

M. B.